

PROGRAMME ASIE

TRUMP ET LA REDÉFINITION DU TRAITÉ DE SÉCURITÉ NIPPO-AMÉRICAIN : Quelles conséquences pour la politique de défense japonaise ?

PAR Alexis MATHÉ

DIPLÔMÉ D'IRIS SUP'

MAI 2017

ASIA FOCUS #29

Avec un montant de 43,1 milliards d'euros pour 2017, le budget de la défense japonaise se classe au huitième rang mondial, juste derrière la France. Traditionnellement fondée sur la protection de l'intégrité du territoire nippon, la doctrine des forces d'autodéfense japonaises (FAD) accorde aujourd'hui la priorité au renforcement des capacités aéronavales au large des côtes, en se focalisant sur la mer de Chine orientale. Le fameux « pivot vers l'Asie » initié par Barack Obama après son arrivée au pouvoir en 2009 fait du Japon, allié traditionnel des États-Unis dans la région, le premier concerné par les décisions de Donald Trump. Face à l'imprévisibilité qui caractérise le nouveau président des États-Unis, l'allié nippon doit s'adapter à ce style peu conventionnel en matière de politique étrangère.

De fait, les premières déclarations de Donald Trump au sujet du Japon n'ont pas été tendres : décision d'abandonner le Partenariat transpacifique (TTP), critiques acerbes de la politique monétaire japonaise et surtout remise en question des termes du traité de sécurité liant les États-Unis et le Japon depuis 1951. Tokyo a ainsi semblé naviguer à vue, déstabilisé par les annonces tonitruantes et les décisions parfois hâtives du leader de la première puissance mondiale. Or, si la première rencontre entre Donald Trump et Shinzo Abe le 10 février a permis d'arrondir les angles, de nombreuses questions restent en suspens. Les déclarations retentissantes du nouveau locataire de la Maison-Blanche ont-elles eu un impact sur la relation jusque-là privilégiée entretenue par les deux nations ? Si la Chine est autant considérée comme le partenaire économique incontournable des États-Unis que son adversaire, la montée en puissance graduelle de l'armée populaire de libération (APL) remet en cause l'hégémonie américaine en Extrême-Orient ; et donc sa capacité à assurer la protection de ses alliés historiques, tels que le Japon ou encore Taïwan. Quant à la Corée du Nord, ses récents essais de missiles longue portée voués à tester la nouvelle administration américaine ont inquiété le Japon et la Corée du Sud, qui seraient en première ligne en cas de conflit entre Pyongyang et Washington. Se disant prêt à régler le problème nord-coréen au besoin sans l'aide de Pékin, le président américain a remis l'option militaire sur la table, afin d'accentuer la pression sur Pyongyang. Ce nouveau moyen de pression risqué a permis de rassurer Tokyo sur la volonté réelle d'engagement de Washington dans la région. Quant à la décision de Donald Trump de renégocier le traité de sécurité nippo-américain, elle pourrait représenter l'occasion attendue par Shinzo Abe et les conservateurs japonais pour plaider plus activement en faveur d'une modification de la Constitution au profit des FAD. Le Premier ministre nippon rêve en effet d'un Japon moderne, parlant d'égal à égal avec les États-Unis et ayant fait table rase du passé, quitte à être accusé de révisionnisme. Pourtant pro-américain, Shinzo Abe joue un jeu complexe d'équilibriste, entre d'une part soumission à Washington et pacifisme et de l'autre, un nationalisme exacerbé teinté de révisionnisme. Cette situation inédite pousse à s'interroger sur les conséquences que la nouvelle politique étrangère instaurée par Donald Trump peut avoir sur la politique de défense japonaise.

TRUMP SOUFFLE-T-IL LE CHAUD ET LE FROID AU DÉTRIMENT DE L'ALLIANCE STRATÉGIQUE ?

Entre abandon du TTP et critique de la politique monétaire japonaise

Les premiers échanges entre Tokyo et Washington n'ont pas été placés sous le signe de la cordialité. Quelques jours après son arrivée au pouvoir, Donald Trump annonçait l'abandon pur et simple du Partenariat transpacifique (TTP). Cet accord de libre-échange commercial entre les États-Unis et onze autres pays de la zone Pacifique (Japon, Australie, Brunei, Canada, Chili, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) devait concentrer 40% du PIB mondial et un tiers des échanges commerciaux de la planète. N'ayant pas été ratifié par Obama, il n'a pas été difficile pour son successeur de parapher son abandon. En parallèle de cette décision fracassante, Trump émettait de vives critiques à l'encontre du Japon sur sa politique monétaire. Ainsi, après l'euro qui serait délibérément sous-évalué par l'Allemagne, Donald Trump s'en est pris au yen japonais, accusant Tokyo de jouer sur les devises et la dévaluation dans le but de favoriser les exportations japonaises, au détriment des États-Unis. Ces allégations ont ravivé de vieilles blessures datant des années 1980 liées aux frictions commerciales : craignant d'être surpassé sur le plan économique par Tokyo, Washington s'en était pris violemment à son « partenaire » efficient. Cette offensive provenait du « cœur industriel » américain, aujourd'hui large soutien de Donald Trump. Dans les faits, la devise japonaise a perdu 10% de sa valeur face au dollar depuis l'élection du président états-unien. Sur les deux premiers mois de l'année 2017, le déficit commercial des États-Unis avec le Japon s'élevait à 10,1 milliards de dollars selon les chiffres officiels américains.¹ Mais le Premier ministre japonais Shinzo Abe a rejeté les accusations de manipulation du taux de change, soulignant que les investissements japonais aux États-Unis totalisaient 411 milliards de dollars et avaient contribué à créer 840 000 emplois. Ces premiers échanges pour le moins houleux ont toutefois été rapidement occultés par la question du traité de sécurité nippo-américain.

Vers une remise à plat du traité de sécurité nippo-américain

De fait, en parallèle des critiques formulées à l'encontre de la politique économique de Tokyo, Donald Trump a fait part de sa volonté de modifier le traité de sécurité liant le Japon et les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La renégociation d'une grande partie des accords passés, jugés comme défavorables pour les États-Unis, était l'une des promesses phares de campagne de Donald Trump. Dans la liste des accords visés figure ainsi le traité de sécurité nippo-américain, signé le même jour que le traité de paix, le 8 septembre 1951. Alors que l'article 9 de la Constitution de 1946 instituait le renoncement du Japon à entretenir un potentiel de

¹ Chiffres de l'United States Census, census.gov, mars 2017.

guerre, le traité de sécurité autorisait les États-Unis à maintenir des forces militaires dans l'archipel, jusqu'à ce que soient constituées les « forces d'autodéfense ».

Ce traité accorde de fait aux États-Unis, sans restriction aucune, le droit de faire stationner des troupes et d'établir des bases militaires. En contrepartie, ils s'engagent à défendre le Japon et à le faire bénéficier de leur parapluie nucléaire. En 1960, lors d'une reconduction du traité, le Japon s'est engagé à accélérer son effort de réarmement, dans les limites fixées par la Constitution ; les États-Unis devant quant à eux consulter le gouvernement japonais dans le cas où ils voudraient engager des opérations militaires extérieures à portée du territoire nippon.

Cet accord a depuis été dénoncé par le nouveau locataire de la Maison-Blanche, qui y voit un gouffre financier pour les États-Unis.

Si le « parapluie nucléaire » américain est ainsi décrié comme le symbole d'un accord dépassé par la nouvelle donne géopolitique dans la région Asie, c'est surtout le budget dédié au stationnement des forces américaines dans l'archipel qui concentre les remarques. Les bases d'Okinawa et leur coût annuel se retrouvent ainsi dans le viseur de la Maison-Blanche.

Située à seulement 700 km des côtes chinoises, l'île d'Okinawa joue le rôle d'un véritable « porte-avion » pour les États-Unis depuis la guerre du Vietnam et abrite 75% des forces armées américaines basées au Japon. Sa situation stratégique, capitale pour Washington comme pour Tokyo, explique les 18.000 militaires de l'US Air Force stationnés en permanence, ainsi que l'arsenal militaire impressionnant qui y est déployé. Chasseurs F-15 - bientôt remplacés par le nouveau F-35 multi-rôles -, avions de surveillance radar Awacs et hélicoptères Apache jouent un rôle de dissuasion permanente dans la région. L'entretien de ces bases représente ainsi une part non négligeable du budget de la défense américain.

Le coût du maintien des forces militaires américaines atteint en effet 6 milliards de dollars, le Japon participant à hauteur de 1,7 milliards de dollars. Mais en prenant en compte les paiements indirects que le Japon fait aux militaires américains, le budget réel pris en charge par Tokyo serait toutefois plus proche des 3,5 milliards de dollars. Parmi ces frais indirects figurent les loyers des terrains occupés par l'armée américaine ou les salaires des travailleurs locaux employés sur les bases. Dans sa volonté de réduire les dépenses, Trump compte bien revoir la part du Japon dans le financement de cette protection assurée par les forces armées américaines depuis 1951. Enfonçant le clou, le candidat Trump avait même déclaré lors de sa campagne songer à un possible retrait du parapluie nucléaire, encourageant *de facto* le Japon à financer et développer sa propre

défense nucléaire². Cette déclaration hâtive illustre bien la méconnaissance de la part du futur président américain de la société japonaise et de son rapport au nucléaire. Le traumatisme des deux bombardements nucléaires de 1945 a été ravivé par la catastrophe de Fukushima en 2011 ; et si de nombreux experts évaluent à six mois maximum le délai théorique nécessaire à Tokyo pour produire de l'uranium militaire, en pratique, l'opposition viscérale au nucléaire d'une grande majorité de la population devrait empêcher tout développement d'un arsenal atomique.

Si la nature de ces premiers échanges laissait planer une certaine inquiétude au sujet de la première rencontre prévue entre Donald Trump et Shinzo Abe, le pragmatisme a finalement prévalu sur les premiers différends.

L'alliance États-Unis/Japon, un partenariat bénéfique pour les deux parties

De fait, le Premier ministre japonais est le premier dirigeant à avoir rencontré Trump et fut le second invité à la Maison-Blanche après la Première ministre britannique, Theresa May. Cette faveur témoigne de l'importance que Washington accorde à l'Extrême-Orient. Le Premier ministre japonais n'est d'ailleurs pas venu les mains vides, promettant au président américain des investissements majeurs, en vue de créer 700.000 emplois aux États-Unis. Les deux dirigeants ont ainsi voulu rassurer sur leur volonté de poursuivre la coopération stratégique étroite qui lie Washington et Tokyo, notamment face à la Chine qui poursuit la montée en puissance de son arsenal militaire et étend son influence en mer de Chine orientale.

En effet, une profonde réforme doctrinale basée sur une réduction des effectifs, ainsi qu'une modernisation technologique, ont été engagées dans les années 1980 par Pékin. « Hier armée populaire, prête à la guérilla intérieure, l'armée chinoise est progressivement redéfinie comme un outil moderne de puissance devant être capable à terme de relever des défis militaires tant régionaux que globaux ».³ Cette définition qu'en donne Thierry Sanjuan permet de prendre la mesure de l'impressionnante mutation de l'armée populaire de libération (APL), qui se classe aujourd'hui parmi les superpuissances militaires.

La dispute territoriale entre la Chine et le Japon au sujet des îles « Senkaku » (« Diaoyu » pour la Chine) a pour conséquence un bras de fer permanent entre les forces armées des deux pays.

² Lire l'article de Kevin Rafferty, « Will Trump's foreign policy push Japan to go nuclear? », *japantimes.co.jp*, 25 décembre 2016.

³ Thierry Sanjuan, « L'Armée populaire de libération : miroir des trajectoires modernes de la Chine », *Hérodote*, janvier 2005, pp. 164-174.

La mise à l'eau du premier porte-avions 100% chinois le 25 avril 2017 ne peut qu'aggraver les tensions dans la région ; la Chine se trouvant maintenant dans l'antichambre du club très fermé des pays possédant un ou plusieurs porte-avions.⁴ Lui conférant une puissance de frappe inégalée, ce navire devrait permettre à terme à Pékin de faire planer une menace permanente pour quiconque se risquerait à lui disputer les territoires qu'il revendique.

Les rencontres sous tension entre les aviations des deux pays attisent une situation déjà critique : selon Tokyo, les chasseurs japonais ont décollé 851 fois dans les douze derniers mois (280 fois de plus que l'année précédente)⁵ pour éloigner des chasseurs chinois qui se rapprochaient de l'espace aérien nippon. Cette forte augmentation est due en grande partie à la montée en puissance de l'activité militaire chinoise en mer de Chine orientale.

Le Japon y voit la volonté de Pékin d'évaluer les défenses aériennes nippones autour des « Senkaku », qui s'étendent sur plus de 1400 kilomètres du sud de l'archipel en direction de Taïwan. De leur côté, les États-Unis considèrent l'affirmation progressive de la flotte chinoise comme une menace pour les intérêts économiques autant que stratégiques de Washington dans la région.

Quant à la Corée du nord, ses récents progrès dans le développement de son programme balistique et nucléaire inquiètent fortement Tokyo. Le 6 mars, Pyongyang avait tiré quatre missiles balistiques vers le Japon et trois d'entre eux s'étaient abîmés dans les eaux territoriales nippones. L'objectif affiché était de s'entraîner à « frapper les bases des forces impérialistes américaines d'agression au Japon, le cas échéant ». Le régime nord-coréen a tiré un nouveau missile en mer du Japon le 5 avril dernier. L'escalade verbale entre Trump et Kim Jong-un qui s'en est suivie a profondément inquiété Tokyo, qui craint d'essuyer une riposte de son voisin nord-coréen en cas d'action militaire de Washington contre Pyongyang.

Les États-Unis ont ainsi tenu à rassurer leur allié japonais : en visite mi-avril à Tokyo, le vice-président américain, Mike Pence, a de nouveau insisté sur « l'alliance entre les États-Unis et le Japon », décrite comme « pierre angulaire de la paix et de la sécurité en Asie du nord-est ».⁶ Si Shinzo Abe a appelé à une solution « pacifique » à la crise nord-coréenne, il est toutefois allé dans le sens des menaces américaines, indiquant que : « Dans le même temps, le dialogue pour le dialogue n'a aucune valeur et il est nécessaire de faire pression ». L'utilisation de la première *Massive Ordnance Air Blast Bomb* (MOAB)

⁴ « La Chine met à l'eau son second porte-avions », mer-et-marine.com, 27 avril 2017.

⁵ « Japan scrambles jets 1,168 times as China military activity rises », *Asahi Shimbun*, 13 avril 2017.

⁶ Reiji Yoshida, « Visiting Pence calls U.S.-Japan alliance a 'cornerstone' for peace in region amid North Korea threat », *Japan Times*, 18 avril 2017.

- bombe à effet de souffle massif, capable d'atteindre les tunnels les mieux protégés - par l'armée américaine en Afghanistan a été vue comme une mise en garde déguisée à l'adresse de Pyongyang. Le régime nord-coréen s'est en effet attelé à construire un vaste complexe militaire souterrain afin de contrer la supériorité aérienne et balistique américaine.

Ainsi, Japon comme États-Unis bénéficient mutuellement de leur partenariat stratégique en Extrême-Orient. Solidaires sur la question des revendications territoriales chinoises en mer de Chine orientale, ainsi que sur le dossier du nucléaire nord-coréen, les deux nations ont créé un lien solide basé sur le traité de sécurité de 1950. La volonté affichée de Trump de partager de manière plus équitable les dépenses, tout en accordant une plus grande autonomie aux FAD japonaises, ne peut que pousser Tokyo à augmenter davantage ses dépenses militaires.

Le Japon n'a toutefois pas attendu l'arrivée de Donald Trump pour développer son arsenal militaire, au risque de rendre obsolète le sigle des forces armées japonaises... De fait, bien que les FAD soient vouées à la seule défense de l'intégrité du territoire nippon, leur budget et leur matériel de pointe en font aujourd'hui une force ayant une capacité non plus seulement défensive mais aussi offensive.

DES FORCES D'AUTODÉFENSE (FAD) DOTÉES D'UN BUDGET COLOSSAL

Comme nous l'avons évoqué précédemment, en 2016 le Japon se situait au huitième rang en matière de dépenses militaires, avec 41,686 milliards de dollars⁷, juste derrière la France.

Fourni en matériel de pointe par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Tokyo joue la carte stratégique de la sophistication de ses forces armées au détriment du nombre. Cette doctrine ressemble à celle des armées occidentales (France, Royaume-Uni ou encore Allemagne pour ne citer qu'elles), qui doivent composer avec un budget moindre en comparaison des super-puissances que sont les États-Unis ou la Chine. Les forces armées japonaises accordent désormais la priorité au renforcement de leurs capacités aéronavales au large des côtes et se focalisent sur la mer de Chine orientale. Toutefois, cette doctrine n'a pas empêché une nouvelle augmentation du budget alloué à la défense japonaise.

Le Japon s'offre ainsi un budget record porté à 5050 milliards de yen⁸ (43,1 milliards d'euros) pour la prochaine année fiscale, qui débute le 1^{er} avril 2017. Il s'agit là de la

⁷ "2016's \$1.57 Trillion Global Defence Spend to Kick off Decade of Growth, IHS Markit Says", *news.ihsmarkit.com*, 12 décembre 2016.

quatrième hausse consécutive depuis que le Premier ministre Shinzo Abe a pris ses fonctions en décembre 2012, après dix années de baisse régulière. De fait, le cabinet Abe a décidé à la fin 2013 de consacrer au budget de la défense 24 700 milliards de yens (211 milliards d'euros) entre 2014 et 2019.

Celui-ci représente ainsi un peu plus de 5 % du budget global de l'archipel nippon, qui est de 96 720 milliards de yens (826 milliards d'euros), tout en restant dans la limite autorisée par la Constitution (équivalent à 1% du PIB maximum).

Parmi les achats principaux prévus, figurent le renforcement et la modernisation des avions et hélicoptères de patrouille maritime P-3C et SH-60K ; ou encore l'assemblage d'un drone de surveillance américain Global Hawk pour 17,3 milliards de yens (145 millions d'euros). Pour défendre les îles lointaines de l'archipel exposées à la menace chinoise, il est notamment prévu l'acquisition de six chasseurs furtifs F-35A d'origine américaine ; ainsi que le déploiement de nouvelles capacités de surveillance et des batteries de missiles sol-air et antinavires. Le renforcement de la défense antimissile par des complexes de missiles contrôlés PAC-3 Patriot coûterait 105 milliards de yens (897 millions d'euros). Un avion d'alerte aérienne E-2D sera également acquis dans le cadre d'une nouvelle approche stratégique vers le sud et l'ouest du Japon.

Quant aux capacités de déploiement rapide et de transport des forces (appareils de transport hybrides V-22 Osprey, hélicoptères CH-47, véhicules de combat mobiles type-16), elles seront également accrues pour pouvoir dépêcher rapidement des troupes dans les îles éloignées. De leur côté, les garde-côtes japonais - en première ligne dans la dispute sino-japonaise au sujet des « *Senkaku/Diaoyu* » - ont reçu une enveloppe de 210 milliards de yen (1,7 milliards d'euros).

De son côté, afin de faire face aux menaces de missiles balistiques nord-coréens, la défense antimissile sera renforcée via la modernisation des destroyers équipés du système Aegis ; ainsi que par la poursuite du développement du missile intercepteur SM-3 Block IIA en coopération avec les États-Unis.

Quant à la marine japonaise, son développement n'est pas en reste. Alignant actuellement 114 bâtiments de combat (environ 450.000 tonnes) et plus de 45.000 hommes, elle conforte même sa position sur l'échiquier des marines mondiales en remplaçant la Royal Navy à la quatrième place ; cette dernière venant de connaître de sévères restrictions. La récente mise en service des deux porte-hélicoptères de la classe *Izumo* de 19.500 tonnes symbolise bien la volonté de Tokyo de se doter à nouveau d'une flotte de premier rang, ayant une capacité de projection à grande distance. Si, selon le ministère japonais de la Défense, ces navires ont un rôle essentiellement défensif, du

⁸ Jon Grevatt, « Japan approves 2017 defence budget of USD43.6 billion », janes.com, 22 décembre 2016.

côté de Pékin on s'inquiète des missions plus offensives qu'ils pourraient éventuellement remplir. Ils seraient en effet également en mesure d'embarquer les nouveaux avions de combat de type F-35B à décollage et atterrissage vertical, à l'instar des porte-hélicoptères de l'US Navy.

Ce ne sont cependant pas les capacités offensives de ces navires qui ont ravivé des tensions dans la région mais bien leur nom de baptême : le *Kaga* était un porte-avions japonais qui a bombardé Shanghaï et Nankin, avant de participer à l'attaque de Pearl Harbor...

La mise en service des deux navires de la classe *Izumo* permet maintenant à la marine japonaise d'aligner sept porte-hélicoptères, en comptant deux navires de 13.900 tonnes de la classe *Hyuga* et trois navires de 8.900 tonnes de la classe *Osumi*. Les forces sous-marines gagnent elles aussi en importance car le Japon souhaite pouvoir faire face à l'augmentation rapide du nombre de sous-marins chinois et à la menace qu'ils représentent : le nombre de 18 unités, constant depuis de nombreuses années, sera porté à 22 à long terme. Quatre grands sous-marins océaniques de la classe *Soryu* sont maintenant en service, quatre autres en construction et trois autres prévus ; ce qui permettra avec les onze sous-marins de la classe *Oyashio* d'atteindre ce chiffre. Rappelons qu'en comparaison, la France n'aligne que dix sous-marins, bien que ceux-ci aient l'avantage d'être à propulsion nucléaire.

Les augmentations des dépenses militaires japonaises des trois dernières années sont toutefois relativement « modestes », en comparaison avec la croissance à deux chiffres des dépenses militaires chinoises. Avec un budget 2016 officiellement annoncé à 954 milliards de yuan (126 milliards d'euros), Pékin avait ainsi augmenté ses dépenses de 12,2 % par rapport à l'année précédente. Et selon les prévisions de la Tokyo Foundation⁹, si le budget de défense chinois n'a augmenté que de 7 % pour 2017, les dépenses de défense pourraient être 4,8 fois supérieures à celles du Japon en 2020 et même 9,1 fois en 2030 (12,7 fois dans une estimation haute), atteignant 650 milliards d'euros (910 milliards en estimation haute).

De plus, Shinzo Abe multiplie les alliances et partenariats stratégiques dans le but affiché de contenir la montée en puissance de Pékin dans la région. Ainsi, malgré les tensions récurrentes en raison d'un passé que le Japon peine à reconnaître, la Corée du Sud est un partenaire stratégique important dans la politique japonaise. Les *Lignes directrices du Programme de défense nationale* de décembre 2010, qui définissent les nouvelles orientations de la défense japonaise, insistent sur la nécessité de développer la coopération avec Séoul, présenté comme un allié sûr face à la menace que fait peser

⁹ Ken Jimbo, « Power Shift and Power Transition: Case for Japan-China Relations », *tokyofoundation.org*, 18 juin 2012.

Corée du Nord. Disposant d'une marine relativement similaire, la Corée du Sud participe ainsi activement à des exercices conjoints avec les marines américaines et japonaises.

Les inquiétudes face à la montée en puissance chinoise ont aussi rapproché le Japon et l'Australie malgré leur éloignement géographique ; des exercices tripartites entre les États-Unis, le Japon et l'Australie sont ainsi régulièrement organisés. Plus au nord, le Japon développe depuis l'an 2000 un partenariat stratégique global avec l'Inde. En effet, la situation géographique du sous-continent indien et ses 1,3 milliards d'habitants est capitale, étant située au cœur des lignes de communication reliant l'archipel nippon au Moyen-Orient et à l'Afrique. En 2012, un premier exercice conjoint entre les deux marines japonaise et indienne avait eu lieu au large de Tokyo. Enfin, le 27 avril, Vladimir Poutine a reçu Shinzo Abe à Moscou. Selon la délégation japonaise, les dirigeants des deux pays ont convenu de coopérer dans divers domaines et avancent à petits pas sur leurs différends territoriaux. Rappelons que le Japon et la Russie n'ont aujourd'hui pas encore signé de traité de paix entérinant la fin du conflit de 1945. Ce traité, s'il est acté un jour, devrait offrir au Japon de nouvelles opportunités de coopération stratégique avec Moscou.

On a ainsi vu que Tokyo poursuit une politique de défense basée sur une augmentation régulière de son budget, afin de pouvoir rester dans la course face à Pékin et ses dépenses militaires hors-normes.

Si l'élection de Donald Trump ne devrait pas avoir d'incidence notable sur le montant du budget militaire de Tokyo, elle devrait par contre avoir un impact majeur sur la doctrine de la politique de défense japonaise elle-même ; Shinzo Abe ayant trouvé en Trump un soutien de poids. Les grandes lignes de la politique étrangère en Extrême-Orient défendue par Donald Trump rejoignent en effet le point de vue de Shinzo Abe sur le rôle futur des forces d'autodéfense japonaises et l'encouragent dans sa volonté de convaincre de la nécessité d'une modification de la Constitution japonaise. La politique de défense actuelle de l'archipel risque donc de se voir amendée si les conservateurs japonais se maintiennent au pouvoir. Afin de pouvoir évaluer l'impact des bouleversements induits par Donald Trump, il convient de se pencher sur le Premier ministre Shinzo Abe et son programme politique. Plébiscité par la droite conservatrice, ce programme vise à édifier un « Japon moderne ».

L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP : UNE AUBAINE POUR LES CONSERVATEURS JAPONAIS ?

En matière de politique étrangère et de défense, Shinzo Abe suit les traces de Nobosuke Kishi, son guide spirituel et grand-père maternel. Personnage controversé, celui-ci fut emprisonné trois ans en tant que suspect de crime de guerre. Du fait de son anticommunisme viscéral, celui qui fut ministre du Commerce et de l'Industrie pendant la Seconde Guerre mondiale sera soustrait à la justice par les États-Unis, avant de se lancer en politique. Devenu Premier ministre en 1957, Nobosuke Kishi oscillera toujours entre pacifisme et révisionnisme actif, soutenant le traité de sécurité nippo-américain tout en ayant comme objectif principal d'amender l'Article 9 de la Constitution, qu'il considère comme le symbole de l'humiliation subie par le Japon.

Refusant au Japon le droit à la belligérance, cet article est dans le collimateur des conservateurs japonais depuis les années 1960. Ceux-ci s'opposent par là-même à la majorité de la population hostile à tout conflit. La Constitution ne pouvant être modifiée qu'avec les deux tiers des voix de chacune des chambres de la Diète (Chambre des représentants et Chambre des conseillers), puis par approbation obligatoirement suivie d'un référendum, Shinzo Abe sait qu'il n'aura pas suffisamment de voix en sa faveur. Aussi, les conservateurs japonais avancent-ils par étapes. La nouvelle législation adoptée par le cabinet japonais en septembre 2015 est vue par beaucoup comme un premier pas du gouvernement Abe vers son objectif. Étendant les domaines d'opération des troupes de la force d'autodéfense nipponne (FAD), la décision a permis aux troupes envoyées au Soudan du Sud dans le cadre de l'opération de maintien de la paix des Nations unies de mener des opérations dites « *kaketsuke-keigo*¹⁰ » ; ce qui signifie littéralement « se précipiter dans des endroits éloignés pour protéger et sauver ». Très controversée, cette mesure a fait couler beaucoup d'encre au Japon comme à l'étranger. Et ce n'est pas l'envoi de l'*Izumo* dans les eaux coréennes qui risque d'apaiser le débat : le 1^{er} mai 2017, Tokyo a envoyé le porte-hélicoptères rejoindre le groupe aéronaval américain qui se trouve au large des eaux entourant la péninsule coréenne, afin de protéger les navires de ravitaillement américains. C'est la première fois depuis la réinterprétation de sa Constitution pacifique que le Japon ordonne à son armée d'intervenir en soutien des forces américaines, sur fond de tensions accrues avec la Corée du Nord. On a ainsi vu que malgré les tensions nationalistes qui refont surface et le risque (bien que ténu) d'un conflit avec la Chine ou la Corée du Nord, les Japonais sont en grande majorité opposés à une modification de leur Constitution ; celle-ci garantit un pacifisme et empêche tout retour au militarisme du début du XX^{ème} siècle. Mais Shinzo Abe compte bien réussir là où Nobosuke Kishi avait échoué et agite le spectre de la guerre en Extrême-Orient, arguant qu'une Constitution datant des années 1950 n'est plus d'actualité dans un

¹⁰ Edouard Pflimlin, « Nouvelles règles d'engagement pour l'armée japonaise à l'étranger », iris-france.org, 28 novembre 2016.

monde qui diffère grandement de l'après-guerre. Les conservateurs justifient ainsi un amendement de l'article 9 en expliquant que les FAD doivent répondre à la montée en puissance de la République populaire de Chine, aux vellétés belliqueuses de la Corée du Nord et à l'affaiblissement (relatif) de l'hégémonie américaine dans la région.

En parallèle au plaidoyer pour un changement dans la doctrine de défense, les conservateurs japonais poursuivent leur objectif révisionniste d'occulter le passé militariste impérial, quitte à jouer dangereusement avec le négationnisme. Le 31 mars 2017, le cabinet de Shinzo Abe a ainsi déclaré considérer le rescrit Impérial sur l'éducation comme un matériel d'éducation scolaire viable.¹¹ Rappelons que ce rescrit, aboli en 1948 par les deux Chambres de la Diète japonaise, enjoignait aux Japonais de sacrifier leur vie pour l'empereur ; il violait par là-même les droits de l'Homme tels que définis dans la Constitution de 1946. En somme, Shinzo Abe souhaite réaliser le vieux rêve des conservateurs d'en finir avec une Constitution qui aurait été imposée par les Américains, force d'occupation des Alliés après la défaite de la Seconde Guerre mondiale. Considérée comme indispensable pour la réédification d'un Japon souverain redevenu un pays « normal », cette étape passe volontairement sous silence un passé que le Japon ne peut nier. Au cours des années 1930-1940, la politique impérialiste du Japon a provoqué la mort de dizaines de millions de personnes en Asie et chez les Alliés. L'archipel a de son côté subi la perte de plus de trois millions de vies humaines et a enduré les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki.

Ainsi, comme l'analyse Katsumata Makoto, « même si la Constitution a été écrite par les Américains, c'est bien le peuple qui l'a voulue, réclamant le droit de vivre en paix ».¹²

CONCLUSION

Symbole du grand projet des conservateurs pour un « Japon moderne », la politique de défense japonaise se retrouve plus que jamais au cœur du débat. La renégociation du traité de sécurité nippo-américain exigée par Donald Trump ne peut qu'accélérer le processus d'un changement de doctrine demandé par les conservateurs japonais. Partisan d'un archipel souverain qui s'affranchirait de ce qu'il considère comme une « soumission » aux États-Unis, Shinzo Abe oscille entre une bonne volonté inaltérable doublée d'une hostilité profonde. Il se retrouve ainsi prisonnier de la contradiction fondamentale de l'État japonais moderne : devoir conjuguer dépendance économique et stratégique vitale avec affirmation nationaliste, qui tend vers un certain révisionnisme négationniste. L'analyse de Gavan Mc Cormack au sujet des conservateurs japonais

¹¹ Kenichi Mizusawa, « Abe Cabinet says imperial rescript OK as a teaching material », *Asahi Shimbun*, 1er avril 2017.

¹² Katsumata Makoto, « Une Constitution pacifiste en péril », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2015.

illustre bien la situation quasi-schizophrène dans laquelle se retrouve aujourd’hui Shinzo Abe :

« Plus ils s’efforcent de satisfaire les exigences américaines, plus ils se sentent obligés d’insister sur la beauté et l’intégrité de l’histoire et de la tradition japonaises et (pendant le mandat d’Abe) de s’efforcer de rompre avec le système d’après-guerre inspiré par l’Amérique, plus cette attitude irrite les Américains ». ¹³

Washington ne souhaitant pas s’aliéner un allié de poids face à la Chine ou la Corée du Nord, le pragmatisme s’est toutefois rapidement imposé suite aux premières déclarations tonitruantes du président américain. Et si Shinzo Abe accède aux requêtes de Donald Trump en acceptant quelques concessions d’ordre économique, le Premier ministre pourrait bénéficier du soutien tacite de la Maison-Blanche en vue d’une modification de l’Article 9, qui interdit pour l’instant au Japon toute volonté belliqueuse. L’ambitieux projet des conservateurs visant à réformer le rôle défensif traditionnellement dévolu aux FAD en un outil de dissuasion plus offensif devrait toutefois rencontrer une forte opposition de la société civile, en grande majorité pacifiste.

Autre obstacle de taille : la réaction des voisins proches de l’archipel. Le souvenir d’un Japon impérialiste et brutal reste ancré dans la mémoire de Pékin, Séoul ou Pyongyang. Et bien que le rapport de force se soit depuis inversé, la Chine se sent doublement menacée, entre un Trump « va-t’en-guerre » et un Abe révisionniste, partisan du retour d’un « grand Japon » plus militaire sur la scène internationale. Si elle voit le jour, cette nouvelle politique de défense voulue par les conservateurs japonais devra être adroitement distinguée du militarisme impérial d’antan, au risque sinon d’attiser encore les tensions dans une région déjà passablement agitée par les nationalismes de tous bords. ■

¹³ Gavan Mc Cormack, « Le Japon, état-client », *Nouvelles fondations*, mars 2007.

ASIA FOCUS #29

**TRUMP ET LA REDÉFINITION DU TRAITÉ DE SÉCURITÉ NIPPO-AMÉRICAIN :
Quelles conséquences pour la politique de défense japonaise ?**

PAR ALEXIS MATHÉ

DIPLÔMÉ D'IRIS SUP', SPÉCIALISÉ SUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE EN ASIE

MAI 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org